



Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Jeff Haskins : +254 729 871 422 ou jhaskins@burnesscommunications.com

Megan Dold : +1 301 652-1558 ou mdold@burnesscommunications.com

NE PAS DIFFUSER AVANT 00h01 GMT LE 1^{er} mai 2008

L'aide semencière sous la loupe des chercheurs

*La recherche influence déjà les politiques des bailleurs de fonds
et des gouvernements bénéficiaires*

ROME (ITALIE), 1^{er} mai 2008 – L'aide semencière d'urgence, une intervention capitale dans les situations de crise traversées par les agriculteurs des pays en développement a eu des effets aussi divers qu'inattendus, et la distribution de semence qui en est la forme la plus simple est rarement la mieux adaptée, si l'on en croit un nouvel article publié ce jour dans la revue *The Journal of Development Studies*.

Les recherches sur de multiples actions d'aide semencière engagées dans plus de 15 pays d'Afrique, aussi loin que 1974, ont mis en évidence plusieurs cas où l'aide semencière avait été utile pour les agriculteurs. Toutefois, elle montre également que les distributions généralisées de semences peuvent créer un assistanat, fragiliser les marchés locaux, et miner la diversité locale des cultures de base, notamment en donnant une place exagérée au maïs.

Ces constats ont suscité un vif intérêt chez les bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires. L'Éthiopie s'emploie désormais à définir des lignes directrices pour l'aide semencière, et à limiter les distributions gratuites de semences. Les États-Unis d'Amérique et plusieurs autres pays ont pris l'initiative de méthodes permettant de bien évaluer les besoins, et d'y répondre de manière mieux ciblée contribuant à soutenir les marchés semenciers locaux.

Pour les représentants officiels de plusieurs pays, voici une excellente illustration d'une situation où les pouvoirs publics s'appuient sur des résultats de recherche pour améliorer leurs prestations d'aide et de services.

« On pouvait se procurer des semences dans ces pays ainsi que dans d'autres nations bénéficiant d'une aide d'urgence, mais certains agriculteurs n'y avaient pas accès, faute de disposer de l'argent nécessaire pour les acheter ou pouvoir les échanger », a déclaré Louise Sperling, directrice de publication et de recherche auprès du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), l'un des 15 centres appuyés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). « Les systèmes semencier locaux se sont révélés d'une remarquable adaptabilité. Il nous faut maintenant aider les agriculteurs à se procurer les semences disponibles localement. »

Le rapport précise également que, contrairement à la croyance populaire, les agriculteurs ont su se procurer des semences et produire avec un niveau de rendement équivalent à ceux des années précédentes et ce, même dans les pays frappés par les pires catastrophes que le monde ait connues de date récente, y compris la période consécutive au génocide rwandais et les années de guerre en Sierra Leone. En fait, certains agriculteurs des zones où le conflit de Sierra Leone faisait rage ont même augmenté leur production céréalière sans la moindre aide semencière.. Les semences

étaient disponibles dans ces pays comme dans ceux bénéficiant d'une aide semencière, mais certains agriculteurs ne pouvaient se les procurer faute d'argent ou de monnaie d'échange.

Plusieurs acteurs clés de l'aide semencière, donateurs et distributeurs, se réuniront à Oslo (Norvège), le 14 mai, pour déterminer comment mettre à profit les conclusions du rapport pour améliorer les pratiques et les interventions. Parmi les participants figureront également des représentants des gouvernements norvégien et américain, des institutions spécialisées des Nations Unies et de grandes organisations non gouvernementales telles que le Service de secours catholique et CARE qui interviennent actuellement en Afrique dans le cadre de programmes d'aide semencière d'urgence.

La communauté internationale des bailleurs de fonds considère depuis longtemps que l'aide semencière est l'une de ses meilleures initiatives pour aider les agriculteurs vulnérables à nourrir leurs familles et leurs communautés pendant les périodes de sécheresse, de conflit, d'inondation et autres catastrophes. Cette forme d'intervention — qui a été utilisée pour la première fois pendant la Grande dépression qu'ont traversée les États-Unis d'Amérique dans les années 20 et 30, puis de nouveau pendant la famine qui a frappé l'Éthiopie au milieu des années 70 — est devenue une composante systématique de l'aide internationale à compter de la fin des années 80.

Dans leur étude, Louise Sperling — ainsi que David Cooper, anciennement de l'Organisation de Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, désormais rattaché au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, et Tom Remington du Service de secours catholique — examinent l'histoire de l'aide semencière, et dressent pour la première fois un tableau complet des connaissances sur plus de 20 situations d'urgence majeures dans 15 pays différents. Dans chaque cas, plusieurs centaines de distributions de semences ont été organisées. Des organisations très diverses, notamment les centres du CGIAR, la FAO et plusieurs grandes ONG internationales ont prêté leur concours pour des distributions directes aux agriculteurs. Nombre de ces organisations sont en train de revoir leurs politiques d'intervention à la lumière des nouveaux résultats de recherche.

Les auteurs établissent des distinctions importantes entre les différentes approches de l'aide semencière. La pratique la plus fréquente consiste en une simple distribution de semences, que les bailleurs de fonds qualifient de directe. Depuis quelques années, ces derniers ont toutefois réorienté leur action vers des démarches axées sur les marchés après avoir pris conscience que l'accès aux semences, et non leur disponibilité, constitue le problème le plus fréquent en cas de sécheresse, de conflit de courte durée et d'inondation. Même si des semences sont disponibles localement, certains agriculteurs pauvres peuvent fort bien ne pas avoir l'argent ou les réseaux sociaux nécessaires pour se les procurer. Les démarches orientées sur les marchés comprennent la distribution de bons ou de numéraire aux agriculteurs pour leur permettre d'acheter des semences sur le marché local, ainsi que l'organisation de foires aux semences. Ce type de démarche laisse l'initiative de leurs décisions aux agriculteurs qui peuvent choisir les cultures ou les variétés dont ils ont besoin pour contrecarrer des stress spécifiques, plutôt que de laisser cette décision à d'autres.

Selon le rapport, l'aide semencière directe a été utilisée de manière répétitive dans de nombreux pays. Ainsi, au Burundi, ce type de distribution gratuite a été utilisé pendant 22 saisons consécutives, soit 11 ans, depuis 1995 ; même chose dans l'est du Kenya

depuis 1992 ; pour le Malawi, pendant neuf saisons depuis 1992 ; de manière quasi continue depuis 1991 au Zimbabwe ; et pour la plupart des 34 dernières années en Éthiopie.

Toutefois, les éléments d'information disponibles attestent que dans nombre de ces situations d'urgence, l'aide semencière n'a joué qu'un rôle mineur dans les cultures, représentant généralement moins d'un huitième des semences effectivement plantées. Pendant la sécheresse de 1997 au Kenya, plus de 85 pour cent des semences plantées étaient d'origine locale en dépit de distributions massives de semences de maïs. Les chercheurs ont trouvé des cas semblables avec les distributions de haricots au Honduras suite à l'ouragan Mitch, en 1999, et avec les distributions de sorgho effectuées à la même époque en Somalie qui a été frappée par la sécheresse. Au Rwanda, trois mois après les tueries généralisées et les déplacements de population de 1994, alors que les heurts les plus violents se déroulaient en période de récolte, les agriculteurs ont pu planter des haricots — leur aliment de base — dans des quantités comparables à celles d'avant le génocide. À la première saison après la guerre, à peine un quart des semences plantées provenait de l'aide semencière, une proportion qui est tombée à six pour cent à la saison suivante.

Dans plusieurs pays d'Afrique, les gouvernements et les ONG sont confrontés à des catastrophes naturelles diverses (Ghana, Burkina Faso, Malawi et Madagascar), et doivent décider comment faire parvenir les semences aux agriculteurs. Au Kenya où les pluies sont en retard, différents groupes distribuent des semences de maïs gratuitement aux agriculteurs commerciaux.

Dans une autre étude exhaustive sur l'aide semencière, des chercheurs éthiopiens et internationaux ont constaté que l'Éthiopie a reçu à elle seule plus de 500 millions de dollars d'aide semencière depuis 1974. Plus de 15 auteurs ont travaillé à cette étude financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) d'Ottawa (Canada).

« D'après les conclusions de ce rapport, les organismes d'aide se détournent de l'aide semencière systématique, » a déclaré Geoff Hawtin, le Directeur général du CIAT. « Pour plus d'efficacité, l'aide semencière devrait reposer sur des évaluations précises et une appréciation permanente des situations. Nous ne souhaitons pas transformer les agriculteurs en assistés. Nous voulons encourager les marchés semenciers, » a-t-il encore précisé.

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'une révolution de l'aide semencière. Poursuivre comme nous l'avons toujours fait pourrait être préjudiciable pour l'agriculture africaine. Même dans les situations où un secours humanitaire immédiat s'impose, nous pouvons intervenir en tenant compte de ce que nous savons déjà, » a-t-il ajouté.

###

Le CGIAR

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), créé en 1971, est un partenariat stratégique qui rassemble des pays, des organisations internationales et régionales, ainsi que des fondations privées. Il appuie les travaux de 15 centres internationaux de recherche agricole et collabore avec les systèmes nationaux de

recherche agricole, la société civile et le secteur privé pour promouvoir la croissance agricole durable. À cet effet, il favorise les sciences de haute qualité visant à bénéficier aux pauvres, en renforçant la sécurité alimentaire, en améliorant la nutrition et la santé des populations, en augmentant les revenus et en renforçant la gestion des ressources naturelles. www.cgiar.org.

Le CIAT

Le Centre international d'agriculture tropicale est un organisme à but non lucratif qui réalise des recherches sociales et environnementales de pointe visant à réduire la faim et la pauvreté et à préserver les ressources naturelles des pays en développement.

Le CIAT est l'un des 15 centres appuyés par le CGIAR.

www.ciat.cgiar.org.